



Dans une déclaration au journal *El-Bilad*, parue ce samedi, le général-major à la retraite et analyste politique Abdelaziz Medjahed, a estimé que l'attentat terroriste qui a endeuillé la Tunisie, et revendiqué par Daech, est «une forme de pression exercée sur ce pays pour l'amener à accepter l'installation d'une base militaire américaine sur son sol». «Ainsi, juge le général Medjahed, les Etats-Unis pourraient enfin mettre en place l'Africom (Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique) au Maghreb, dix ans après sa création».

Selon cette analyse, l'attentat de Sousse «participerait d'un plan visant à créer le climat favorable en Tunisie pour prendre cette décision». Plus globalement, cette attaque contre un complexe touristique à Sousse cadre, selon le général Medjahed, «avec un vieux plan sioniste visant à favoriser le démembrement du monde arabe, depuis les accords de Sykes-Picot durant la Grande Guerre et les accords de Malte à la fin de la Seconde Guerre mondiale». Le processus se poursuit : «Après la chute de l'Union soviétique et de l'ex-bloc de l'Est, fait remarquer l'ex-officier, un nouveau plan de partition des pays arabes a été mis en marche, lequel plan s'illustre par l'installation de bases militaires des puissances occidentales dans plusieurs pays de la région». Pour lui, le rôle joué par Nicolas Sarkozy et Bernard-Henri Lévy en Libye s'inscrit en droite ligne de ce plan sioniste. Ainsi, les Etats-Unis disposent de quatorze bases dans les seuls pays du Golfe, et de cinq en Afrique, tandis que la France en dispose de six.

«Cette présence, souligne le général à la retraite, dénote une volonté claire des grandes puissances d'imposer leur hégémonie sur la région, dans le but d'empêcher la montée des pays émergents comme la Russie et la Chine, en faisant des pays arabes des lignes de défense de l'Occident». A noter que des soupçons sur l'existence d'un accord secret pour l'installation d'une base militaire américaine en Tunisie sont apparus lors de la visite effectuée par le président tunisien, Béji Caid Essebsi, à Washington, en mai dernier, où il a rencontré le président Barack Obama. Celui-ci a déclaré que son pays envisageait de faire de la Tunisie «un partenaire stratégique majeur hors de l'Otan».

*R. Mahmoudi*